

M. Henderson proposa en conséquence qu'on ne se prévalut point des pouvoirs conférés par l'article 3 avant que cette compagnie de chemin de fer eut construit sa ligne principale à partir de Vancouver, dans une direction est sur territoire canadien, jusqu'à Princeton, ou quelque autre point dans la vallée de la Similkameen à l'est des montagnes Hope, sujet à l'approbation du conseil des ministres.

Rien de plus raisonnable que cette proposition. Elle exigeait tout simplement une garantie du Grand-Nord de compléter l'entreprise que M. Duncan Ross dit que c'est son intention de compléter. Si réellement le président Hill se propose d'établir son terminus de l'ouest dans la Colombie-Anglaise, pourquoi refuserait-il de donner des garanties de sa bonne foi? Dans tous les cas, les députés de Vancouver et de New-Westminster sont responsables au peuple, si ayant refusé d'exiger du Grand-Nord des garanties qu'il construira directement à un port de la Colombie-Anglaise le président Hill se décide de construire sa ligne jusqu'à Everett ou Seattle. Car c'est leur faute si le bill ne contient aucune disposition qui protège cette province. Le vote d'un de ces deux députés au moins, aurait assuré l'adoption de l'amendement de M. Henderson.

M. Duncan Ross a promis au comité que dans deux mois la ligne serait en construction entre Cloverdale et les montagnes Hope à l'ouest. Si c'est vrai, pourquoi le président Hill refuserait-il de s'engager d'une façon parfaitement légitime et pratique à faire ce que le pays exige et qu'il n'a pas l'intention de vouloir éluder? Son refus de se laisser lier ne donne-t-il pas naissance à un doute justifiable?

N'est-ce pas ainsi que MM. Macpherson et Kennedy auraient dû envisager la question? Qu'ils ne l'aient pas ainsi envisagée, qu'ils aient montré une condescendance volontaire et empressée à tous les désirs des auteurs du bill, qu'ils n'aient fait aucun effort pour protéger les intérêts de leurs commettants, indiquerait que leur initiative a été immobilisée par des arguments irrésistibles de la part de ceux qui représentaient M. Hill. Il est à espérer qu'ils trouveront de meilleurs explications à donner aux électeurs que celles qui ont été envoyées au "Telegraph". Nous craignons cependant qu'ils n'en aient point. Mais nous craignons surtout que notre prédiction que le président Hill ne construise pas directement jusqu'à un port de la Colombie-Anglaise ne se réalise. Si les événements nous donnent raison, MM. Macpherson et Kennedy auront un compte sévère à rendre à leurs commettants.

Où trouverions-nous une approbation plus éloquentement de l'attitude que nous avons prise au sujet de ce bill?

Quelques VOIX : Oh ! oh !

M. HENDERSON : Les honorables députés rient. Ils ne rieront peut-être pas autant quand ils retourneront dans la Colombie-Anglaise. Leurs commettants leur demanderont compte de leur conduite, nous disent ces journaux. Cet article est censé exprimer l'opinion de l'électorat de la Colombie-Anglaise. Ceux qui connaissent cette province, comprennent facilement que tout ce que dit cet article est juste, raisonnable et exact; précisément ce que les habitants

M. HENDERSON.

de cette province sont censés croire et dire sur une question du genre de celle-ci. Un honorable député a déclaré qu'une partie du capital-actions de ce journal appartient à une compagnie de chemin de fer. Mais, voici un autre journal. Son stock est peut-être aussi entre les mains d'une compagnie de chemin de fer.

M. D. ROSS : Est-ce la "Tribune", de Nelson ?

M. HENDERSON : Non, je regrette que ce ne la soit pas. Y a-t-il des citations de la "Tribune" ?

M. D. ROSS : Oui.

M. HENDERSON : Je dois en avoir dans mon pupitre. J'en lirai quelques-unes si l'honorable député veut avoir d'autres opinions, mais je pense que quand j'aurai cité le "Miner", de Rossland, l'honorable député n'aura pas besoin de la "Tribune". Le "Miner" est publié dans le cœur des régions minières, où la population est très au fait des dissensions qui existent dans le sud de la province et de l'effet qu'elles produiront sur le commerce de la Colombie-Anglaise. Voici un journal qui reflète l'opinion des mineurs.

M. D. ROSS : L'honorable député sait-il que ce journal est la propriété de la compagnie dite War-Eagle, qui s'est fusionnée, il y a peu de temps, avec la compagnie du Pacifique-Canadien ?

M. HENDERSON : Si cela peut être de quelque utilité à l'honorable député, je lui dirai que je ne sais pas si le capital de cette compagnie est la propriété du Pacifique-Canadien. Je ne m'en suis pas enquis après avoir lu cet article qui me paraît avoir été rédigé dans les intérêts de la Colombie-Anglaise. Si l'honorable député connaît les détenteurs du stock de cette compagnie, il devrait le dire à la Chambre, si cela affecte la question. Je ne connais pas l'attitude de la War-Eagle sur cette question, si elle est en faveur ou contre ces divergences d'opinion. Je n'ai pas pris de renseignements. Je me suis appliqué seulement à reconnaître l'opinion dans la Colombie-Anglaise. J'ai lu ces articles sans m'arrêter à la couleur politique ou à la personnalité des propriétaires des feuilles. Je ne sais pas si le "Miner" est libéral ou conservateur. Je suis dans la même ignorance au sujet de l'autre journal. Je ne sais pas si la War-Eagle est propriétaire de ce journal ou bien si c'est l'honorable député de Yale-Caribou (M. D. Ross). Il est peut-être aussi un des actionnaires de ce journal; je ne l'affirme pas; je ne le sais pas, mais je cite cet article comme une expression indépendante de l'opinion publique dans la Colombie-Anglaise. Je lierai cet article, qui est intitulé :